



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---



Distr.  
LIMITÉE

48198

E/CN.14/WP.1/141  
29 mai 1981

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

LE COMMERCE INTRA-AFRICAIN : SITUATION GENERALE,  
OBSTACLES ET POTENTIALITES

## TABLES DES MATIÈRES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. Introduction	1-3	1
II. La part de l'Afrique dans le commerce mondial	4-5	2
III. Structure du commerce africain	6-9	4-5
IV. La situation du commerce intra-africain	10-14	7-9
V. Les obstacles à l'expansion du commerce intra-africain	15-31	10-18
VI. Potentialités du commerce intra-africain	32-50	13-25

## 1. INTRODUCTION

1. La région africaine, à l'instar de toutes les autres, entretient depuis longtemps des relations économiques avec le reste du monde. Ces relations témoignent de l'interdépendance progressive des divers systèmes économiques mondiaux, qui a commencé à se dessiner il y a deux siècles au moins et a créé un ensemble de processus qui ont influé, de façons d'ailleurs extrêmement différentes, sur tous les peuples touchés par ce système économique. Les liens en question sont quelquefois évidents et directs, quelquefois peu visibles et très indirects et il en est de même de leurs incidences sur l'homogénéité des économies aux niveaux national, régional et sectoriel.

2. Tout le monde reconnaît le caractère interdépendant des diverses économies et il est souhaitable en fait que le système économique mondial soit interdépendant, étant donné qu'aucun pays n'est doté de toutes les ressources naturelles possibles. Cependant dans l'état actuel d'interdépendance des systèmes économiques, l'utilisation des ressources mondiales ne profite qu'à une partie de la communauté internationale, ce qui montre bien l'inégalité de la répartition du pouvoir dans le monde, ce pouvoir ne visant qu'à s'assurer la plus grande partie possible des ressources existantes. La région africaine, pour sa part, n'a guère pu tirer profit de l'interdépendance des divers systèmes économiques mondiaux et les relations actuelles ne lui laissent pas entrevoir de meilleures perspectives. Elle s'est rendu compte depuis longtemps que le système économique mondial enrichissait d'autres régions mais l'appauvissait, elle. Des voix africaines se sont fait entendre lors de diverses réunions internationales mais sans grand résultat et il n'a pas été fait grand chose jusqu'à maintenant pour corriger le système.

3. L'Afrique est la région la moins avancée du monde et l'économie des pays africains est caractérisée par des relations commerciales relativement importantes avec les pays développés à économie de marché et relativement faible - et même parfois inexistantes - avec les autres pays africains. Il est possible de remédier à cette situation et ce sont les pays africains qui doivent le faire. Cette étude a pour objectif d'indiquer la part qu'occupe l'Afrique dans le commerce mondial, de décrire la structure du commerce africain, d'analyser sa situation, de diagnostiquer les obstacles à sa promotion et de montrer ses potentialités de développement.

## II. LA PART DE L'AFRIQUE DANS LE COMMERCE MONDIAL

4. En général la part du commerce africain dans le commerce mondial est très faible: elle enreprésentait de 3,85 à 4,7 p. 100 au cours de la période 1970-1979. Le tableau 1 indique la valeur du commerce mondial et la part de l'Afrique dans ce commerce pendant cette période. Il montre également que le pourcentage des exportations des pays africains dans les exportations mondiales était plus élevé que celui des importations des pays africains dans les importations mondiales. En chiffres absolus, la valeur du commerce mondial a plus que quintuplé, passant de 574,1 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 3 010,7 milliards en 1979 et le commerce total des pays africains a lui aussi plus que quintuplé passant de 23,6 milliards de dollars en 1970 à 126,4 milliards de dollars en 1979. Il est intéressant de noter que si la croissance annuelle moyenne du commerce mondial était de 17,8 p. 100 pendant la période 1970-1979, celle du commerce total des pays africains était de 18,5 p. 100, tandis que celle des pays en développement de l'Amérique latine était d'environ 20,3 p. 100.

5. Ces chiffres relèvent que les relations commerciales entre la région africaine et le reste du monde n'ont guère changé par rapport à ce qu'elles étaient en 1970. Cependant, la part des importations des pays africains dans les importations mondiales est passée de 3,7 p. 100 en 1970 à 4 p. 100 en 1979 tandis que celle de leurs exportations dans les exportations mondiales restait supérieure à 4 p. 100 au cours de la période considérée. L'analyse des chiffres fournis au tableau 1 ne permet pas de conclure, toutefois, que les incidences des relations commerciales sur le développement socio-économique aient été les mêmes en 1979 qu'en 1970, mais les incidences des termes de l'échange sur ce développement sont d'une importance considérable, étant donné qu'ils ont radicalement changé par rapport à ce qu'ils étaient en 1970. L'augmentation de la part des pays africains dans les importations mondiales est peut-être en partie imputable à la hausse généralisée des prix des principales importations des pays africains sur les marchés mondiaux.

(en millions de dollars des Etats-Unis)

Part du commerce africain  
dans le commerce mondial  
(en pourcentage)

Source : Organisation des Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, Vol. XXV no. 2, février 1981.

## III. STRUCTURE DU COMMERCE AFRICAIN

6. D'après la Classification type pour le commerce international et comme l'indique le tableau 2, le continent africain a été un exportateur net de produits entrant dans les catégories suivantes :

CTCI : (041)	Produits alimentaires et animaux vivants, boissons et tabac
CTCI : (244)	Matières brutes (carburants non compris) plus huiles et graisses d'origine animale ou végétale
CTCI : 3	Combustibles minéraux et produits connexes

7. On voit clairement d'après le tableau 2 que, dans ces trois catégories, les excédents d'exportation les plus importants concernaient les combustibles minéraux et produits connexes et les plus faibles, les produits alimentaires et les animaux vivants. Cependant, sur les dix catégories de produits commercialisés, le continent africain a été un exportateur net seulement dans les trois catégories susmentionnées et un importateur net dans les sept autres. Il est encore plus frappant de noter que les catégories des produits alimentaires et des animaux vivants, des matières brutes à l'exclusion des carburants, des combustibles minéraux etc. dont le continent africain est un exportateur net sont composées essentiellement de produits qui sont considérés comme des matières premières ou des matières semi-transformées. Les données figurant au tableau 2 montrent clairement que la région africaine est exportatrice nette de matières premières et importatrice nette de produits transformés.

8. En ce qui concerne les catégories des boissons et du tabac, des produits chimiques, des articles manufacturés de base, des machines et du matériel de transport, de divers articles manufacturés et d'articles non classés par catégories, le continent africain a été importateur net au cours de la période considérée. Les plus forts excédents d'importation concernaient, par ordre d'importance, les articles manufacturés de base, les machines et le matériel de transport, les produits chimiques et divers articles manufacturés. Les excédents d'importation les plus faibles ont été enregistrés pour les boissons et le tabac. Les excédents des importations sur les exportations, toutes choses égales d'ailleurs, reflètent une demande excessive dans les pays africains pour les produits en question tandis que les excédents d'exportation n'indiquent pas nécessairement que l'offre soit supérieure à la demande dans ces pays en ce qui concerne les produits en question. Soit dit en passant, un

certain nombre de facteurs peuvent expliquer que des exportations nettes soient enregistrées. La région peut, par exemple, être exportatrice nette d'un produit parce que les pays producteurs préfèrent exporter vers les pays développés à économie de marché pour se procurer des devises convertibles ou parce que les produits en question sont fabriqués par des filiales de sociétés étrangères dont l'objectif principal est de fournir des matières premières aux sociétés mères. Au cours de la première moitié des années 70, le continent africain a été exportateur net des produits entrant dans la catégorie des huiles et graisses, d'origine animale ou végétale mais au cours de la seconde moitié, il est devenu importateur net de ces mêmes produits.

9. Bien que l'analyse de la structure du commerce africain soit fondée sur la répartition des produits en grandes catégories, elle montre bien que les pays africains sont surtout des producteurs et des exportateurs de matières premières et/ou de matières semi-transformées et importent essentiellement des articles manufacturés. Etudier la structure du commerce africain en détail dépasserait le cadre de cette étude car il faudrait analyser successivement chaque produit, de façon à découvrir les obstacles s'opposant à la promotion du commerce intra-africain.

Tableau 2 : Valeur f.o.b. des importations et des exportations des pays africains en développement d'après les différentes sections de la CTCI pour certaines années  
(en millions de dollars des Etats-Unis)

		1970	1972	1974	1976	1977	1978							
CTCI		Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions							
-	Produits alimentaires, boissons, tabac	(0+1) 1 580	3 070	1 928	3 186	4 892	5 165	5 248	6 088	6 459	8 137	7 423	7 830	
-	Matières brutes (carburants non compris), huiles et graisses	(2+4) 510	2 440	632	2 880	1 545	5 879	1 453	4 879	1 983	4 994	2 098	4 829	
-	Huiles et graisses d'ori- gine animale et végétale	4		198	318	515	558	482	375	661	410	796	381	
-	Combustibles minéraux et produits connexes	3	700	4 070	667	6 294	2 778	23 260	3 125	26 865	3 525	30 794	3 850	27 464
-	Produits chimiques	5	970	145	1 154	189	2 563	382	2 734	331	3 456	451	3 913	520
-	Machines	7	4 580	68	6 338	114	11 786	124	19 485	114	23 450	123	24 983	146
-	Autres articles manufacturés	(6+8) 3	370	2 400	3 855	2 087	8 254	3 803	9 905	2 979	12 606	3 140	14 089	3 149
-	TOTAL 2/	(0-9) 11	890	12 210	14 813	14 796	32 118	38 705	42 634	41 356	52 497	47 762	57 507	44 057

Note : 1/ Non compris le commerce du Zimbabwe.

2/ Les totaux de ce tableau ne concordent pas avec ceux qui figurent au tableau 1, en raison essentiellement de la révision fréquente de ce dernier. Les chiffres relatifs aux importations (f.o.b.) en particulier peuvent être modifiés et en ce cas ils seront vraisemblablement plus faibles.

Sources : Organisation des Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, juin 1978, juillet 1980.  
Organisation des Nations Unies, Annuaire statistique, 1978.



#### IV. LA SITUATION DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN

10. Le tableau 3 indique la part du commerce intra-africain dans l'ensemble du commerce africain pour la période 1970-1979. C'est en 1979 qu'elle a été la plus importante (7,2 p. 100) et depuis lors elle a eu tendance à baisser, tombant même à 3,7 p. 100 en 1978. Selon les dernières estimations, le commerce intra-africain ne représentait pas plus de 3,9 p. 100 du commerce total de la région (voir tableau 3).

11. On notera que de 1970 à 1979, le pourcentage des importations en provenance de la région dans le total des importations des pays africains a été plus élevé que celui des exportations dans le total des exportations de la région, sauf en 1978. En 1970, il a été élevé, atteignant 8,1 p. 100 mais il est tombé à 3,5 p. 100 en 1978 et n'a guère remonté en 1979. Les exportations à l'intérieur de la région africaine, elles, ont toujours été supérieures à 4 p. 100 au cours de la période considérée, sauf en 1979 où elles sont tombées à 3,6 p. 100.

12. Ces chiffres laissent à penser que la propension des pays africains à importer des produits de la région elle-même a diminué soit du fait des politiques de substitution des productions locales aux importations soit en raison de la préférence pour des importations en provenance de pays situés hors d'Afrique ou de la non disponibilité des produits dans la région africaine. La diminution des exportations au sein de cette région peut s'expliquer par les mêmes facteurs, outre le désir de se procurer des devises convertibles. Au total, la baisse de la part du commerce intra-africain dans l'ensemble du commerce africain est due à la diminution à la fois des importations en provenance de la région africaine et des exportations vers cette même région, bien que les importations aient été un peu plus importantes, en particulier au cours de la seconde moitié des années 70.

Tableau 3 - Part du commerce intra-africain dans le commerce total des pays en développement d'Afrique

Année	Commerce total (en millions de dollars des Etats-Unis)			Commerce intra-africain <sup>a/</sup> (en millions de dollars des Etats-Unis)			Commerce intra-africain Pourcentage dans le commerce total		
	Importa- tions	Exporta- tions	Total	Importa- tions	Exporta- tions	Total	Importa- tions	Exporta- tions	Total
1970	11 020	2 580	23 600	895*	814	1 709	8.1	6.5	7.2
1971	12 640	13 000	25 700	773	703	1 476	6.1	5.4	5.7
1972	13 880	15 320	29 200	895	814	1 709	6.4	5.3	5.8
1973	18 170	21 590	39 760	1 165	1 059	2 224	6.4	4.9	5.6
1974	28 120	39 530	67 950	2 023	1 839	2 862	7.1	4.6	5.7
1975	37 960	35 170	73 130	2 138	1 944	4 082	5.6	5.5	5.6
1976	38 150	42 560	81 070	1 883	1 712	3 595	4.9	4.0	4.4
1977	48 100	49 020	97 120	2 251	2 046	4 297	4.7	4.2	4.4
1978	56 900	45 810	102 710	2 021	1 837	3 858	3.5	4.0	3.7
1979	60 620	65 820	126 440	2 601	2 365	4 968	4.3	3.6	3.9

a/ A l'exclusion du Zimbabwe.

Sources : Organisation des Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique et Annuaire statistique du commerce extérieur 1978.

\* Chiffre calculé en ajoutant 10 p. 100 à la valeur des exportations entre pays africains.

13. Certains estiment que la politique visant à remplacer les importations par des productions locales a été en partie responsable de la baisse relative du commerce intra-africain, mais tout porte à croire qu'elle n'a pas constitué un facteur décisif dans le renversement de la tendance de ce commerce qui, d'ascendante avant 1970, est devenue descendante jusqu'en 1978, ne serait-ce que parce que la substitution des productions locales aux importations touche essentiellement les articles manufacturés et que c'est surtout des pays développés que l'Afrique importe ces derniers. Toutefois, on peut noter par ailleurs que la tendance très nette du commerce intra-africain à diminuer a en fait coïncidé avec la période d'instabilité monétaire accentuée dans le monde, particulièrement à partir du début des années 70 et avec la récession prolongée dont les pays occidentaux ont souffert à partir de 1974 et qui a fait baisser et la demande et les cours escomptés de leurs principaux produits d'exportation, et par conséquent, leur pouvoir d'achat global. Cette tendance du commerce intra-africain a également été étroitement liée à la tendance à long terme à l'augmentation des importations de biens d'équipement et de matières premières produites industriellement (produits synthétiques, matières plastiques, produits métalliques laminés etc.) et des importations d'éléments et de demi-produits à partir des pays industrialisés.

14. Il convient de faire observer que ces importations ont parfois contribué dans une certaine mesure à la modernisation des modes de production et de consommation, mais que beaucoup de pays africains n'ont pu maintenir un équilibre judicieux en ce domaine. Les importations de matières premières produites à l'étranger, d'éléments et de demi-produits ont progressivement absorbé une part de plus en plus importante des devises disponibles, ce qui a encore réduit les possibilités de paiement des importations en provenance des pays voisins et d'autres pays d'Afrique. Les fortes hausses des prix du pétrole, ont, en outre, diminué la capacité des pays africains non producteurs de pétrole à importer non seulement de l'étranger mais également de pays de la région africaine. On peut affirmer en tout cas sans craindre de se tromper que le faible développement du commerce intra-africain et sa tendance à diminuer prouvent l'existence d'entraves au commerce intra-africain.

## V. OBSTACLES A L'EXPANSION DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN

15. Une analyse de la situation du commerce intra-africain fait apparaître que le volume des échanges commerciaux intra-africains est non seulement très faible mais même diminué. De nombreux facteurs limitent l'expansion du commerce intra-africain et si ces obstacles ne sont pas identifiés et éliminés, si les institutions et l'infrastructure susceptibles de faciliter ce commerce ne sont pas mis en place et effectivement utilisés aux niveaux régional et sous-régional, non seulement le volume des échanges intra-africains n'augmentera sans doute pas mais il risque même de continuer à diminuer.

16. L'un des facteurs fondamentaux du faible volume des échanges intra-africains est l'écart qui existe entre les structures de production et les types de demande en Afrique. La plupart des pays africains sont des pays de production primaire alors que leurs besoins les plus pressants portent sur les articles manufacturés, domaine de production où les pays développés possèdent un net avantage à l'heure actuelle. Le sous-développement se manifeste concrètement ici par l'écart dynamique entre le mode d'utilisation des ressources intérieures/sous-régionales, la demande et les besoins aux niveaux intérieur ou sous-régional. En conséquence, l'objectif principal doit être de faire converger de manière dynamique la production, la demande et les besoins. Les divergences graves existant entre les structures de production et les types de demande au sein de la région africaine constituent un obstacle de taille à la promotion du commerce intra-africain. Il faudrait par conséquent orienter la production des pays africains vers les marchés des pays africains.

17. L'expansion du commerce intra-africain se heurte également à diverses contraintes affectant l'offre, qui résultent de l'insuffisance du contrôle de la qualité, particulièrement en ce qui concerne les articles manufacturés. Les importateurs potentiels recherchent naturellement des produits de qualité à des prix raisonnables. Certains produits manufacturés fabriqués dans les pays africains sont de qualité médiocre et sont parfois facturés trop cher, ce qui fait qu'ils ne sont pas compétitifs au sein de la région africaine. Le manque d'uniformité des normes

de qualité et des normes techniques au sein de la région africaine, notamment en ce qui concerne les mesures, constitue un autre obstacle à la promotion du commerce intra-africain.

18. Un autre obstacle lié aux contraintes affectant l'offre est celui de l'utilisation insuffisante des matières premières du pays ou de la sous-région d'où découlent le faible montant de la valeur ajoutée et la difficulté à satisfaire aux exigences de la réglementation d'origine dans le cas des projets sous-régionaux d'intégration et de coopération économique. L'approvisionnement en matières premières locales est irrégulier, faute d'une planification convenable de la spécialisation et de la complémentarité sous-régionale qui seule permettrait d'assurer des séries de production durables et rentables aux niveaux sous-régional ou régional. Pour que le commerce intra-africain puisse se développer, il faut que des biens produits dans la région soient disponibles à des prix raisonnables. A cela s'ajoute le problème des structures de coûts des différents produits fabriqués par les pays africains qui ne sont pas compétitives par rapport à celles des produits analogues des pays développés à économie de marché. Quelles que soient les raisons de cet état de choses, ces différences obligent des pays africains à importer de l'extérieur de la région, alors qu'ils pourraient importer de pays voisins.

19. L'existence de ces contraintes affectant l'offre est prouvée par les contradictions apparaissant entre les données statistiques qui figurent aux tableaux 1 et 2 ci-dessus et celles qui figurent au tableau 4 ci-dessous. Il a été indiqué plus haut que le continent africain était exportateur net de produits entrant dans la catégorie des produits alimentaires et des animaux vivants (tableau 2) mais le tableau 4 montre que ce continent est importateur net de produits transformés entrant dans cette catégorie. L'Afrique a importé, par exemple, de la viande en conserve pour une valeur de 51 540 000 dollars, 65 879 000 dollars et 70 507 000 dollars en 1976, 1977 et 1978 respectivement, tandis qu'elle n'en exportait que pour une valeur de 33 885 000 dollars, 20 873 000 dollars et 11 855 000 dollars ces mêmes années. Les écarts entre les importations et les exportations de saucisses, de préparations et conserves de viandes contenues ou non dans des récipients fermés hermétiquement que révèlent les énormes déficits commerciaux confirment en partie les arguments déjà avancés

sur le caractère inadéquat des structures de production, qui n'assurent pas un approvisionnement régulier, et le caractère non compétitif des structures de coûts. Les matières premières entrant dans la fabrication de ces produits importés existent en abondance dans la région africaine qui, nous l'avons vu, est exportatrice nette d'animaux vivants. Ces déficits commerciaux s'expliquent en partie par le caractère inadéquat des infrastructures de commercialisation et des infrastructures matérielles que nous étudierons par la suite.

20. On fait la même constatation à propos des autres produits figurant dans la catégorie des produits alimentaires et animaux vivants. Les déficits d'importation que représentent les écarts entre les importations et les exportations de lait (concentré, en poudre, frais), de beurre, de fromage et de caillebotte montrent que les contraintes affectant l'offre constituent l'un des principaux obstacles au commerce intra-africain et qu'il y a une forte demande dans la région pour ces produits. En ce qui concerne les préparations et conserves de viandes contenues ou non dans des récipients fermés hermétiquement, seuls sept pays africains (l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, le Swaziland et le Zimbabwe) ont été des exportateurs nets bien que leurs exportations n'aient pas et de loin satisfait à la demande de ces produits, comme l'indique le tableau 4. Seuls trois pays (Kenya, Madagascar et Sénégal) exportent des saucisses, principalement vers l'Europe.

21. Les données statistiques contenues dans le Volume 32 de la publication "FAO Trade Yearbook 1978" montrent que seuls quelques pays africains produisent et exportent certains des produits entrant dans la catégorie "produits alimentaires et animaux vivants". On trouvera ci-après une liste de certains de ces produits et des pays qui les produisent et les exportent :

Oeufs en coquille : Kenya, Ethiopie, Gabon et Côte d'Ivoire.

Céréales : Zimbabwe, Niger, Soudan, Mozambique, Maroc, Malawi, Madagascar, Kenya, Côte d'Ivoire et Egypte.

Froment + produits équivalents + farine : Côte d'Ivoire, Kenya et Tunisie

Maïs : Zimbabwe, Kenya et Zambie

us des pays en développement d'Afrique en ce qui concerne certains produits  
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	1976				1977				1978				Balance commerciale (exportations-importations)			
	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	1976	1977	1978	1978
1	172 470	77 395	268 257	88 760	343 416	69 347	-95 075	-179 497	-274 069							
2)	4 789	2 590	6 144	2 573	9 028	2 765	-2 197	-3 571	-6 265							
3)	51 540	33 885	65 879	20 873	70 507	11 855	-17 655	-45 006	-58 652							
4)	5 885	175	9 238	294	14 752	126	-5 707	-8 944	-14 826							
5)	45 535	31 016	56 613	19 336	55 735	11 191	-14 519	-37 277	-44 544							
6)	115 070	116 705	202 608	127 373	256 066	153 953	1 635	-75 235	-102 113							
7)	47 972	64 930	82 312	79 989	63 291	130 997	16 958	-2 323	67 706							
8)	428 424	3 394	504 987	1 924	501 142	3 860	-425 030	-503 063	-597 282							
9)	112 411	1 683	114 325	1 859	182 395	2 778	-110 728	-112 466	-179 517							
10)	53 342	114	70 510	545	84 746	201	-53 228	-69 965	-84 545							
11)	17 412	530	31 530	523	56 855	273	-16 882	-31 007	-56 582							
12)	227 124	15 480	255 985	11 727	300 245	15 990	-211 644	-244 258	-284 255							
13)	1 761 927	3 104	1 716 580	5 485	2 155 796	6 828	-1 758 823	-1 11 095	-2 148 968							
14)	253 037	94 240	541 191	71 134	833 217	55 028	-158 797	470 057	-778 189							
15)	192 866	20 499	209 822	19 310	271 592	59 779	-172 367	-198 512	-211 813							
16)	69 366	114 594	73 447	99 751	76 568	72 013	45 228	26 304	-4 555							

Sou

Huile d'olive

Huile de tournesol

Huile de colza

Bière

Tabacs bruts

Thé

Cacao en poudre

Café vert

Café torréfié

Sucre

Bananes

Oranges + mandarines

Tomates fraîches

Pommes de terre

(suite) : Importations et exportations des pays en développement d'Afrique en ce qui concerne  
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	1976				1977				1978				Balance commerciale (exportation-importation)		
	impor- tation	expor- tation	impor- tation	expor- tation	impor- tation	expor- tation	impor- tation	expor- tation	impor- tation	expor- tation	impor- tation	expor- tation	1976	1977	1978
Terre	54 700	65 518	69 613	60 014	65 342	27 422	10 818	-9 599	-37 920						
Fiches	494	30 326	860	27 619	845	36 333	29 832	26 789	35 488						
Angerines + clém	4 915	201 905	4 875	216 354	5 474	282 046	196 993	211 479	276 572						
	29 392	44 081	18 190	42 610	12 377	49 106	14 689	24 420	36 729						
	821 130	491 560	768 469	530 692	817 326	516 501	-329 570	-237 777	-300 825						
	522 537	59 553	598 248	51 518	702 239	33 260	-462 984	-546 730	-668 979						
	168 742	2 288 900	276 129	3 558 175	320 753	2 736 769	2 120 158	3 282 046	2 416 325						
	4 176	1 270 797	11 058	1 834 416	18 606	2 510 931	1 266 621	1 823 358	2 492 325						
	2 175	4 034	2 768	12 404	2 828	20 500	1 859	9 636	17 672						
	115 094	159 433	178 634	310 712	295 181	278 904	44 339	132 078	-16 277						
	149 911	281 908	185 770	275 037	243 084	299 667	131 997	89 267	56 583						
	105 525	6 123	141 819	4 285	36 972	4 129	-99 402	-137 534	-32 843						
	75 106	1 639	369 903	2 410	125 210	948	73 467	-134 493	-124 282						
	27 438	198 509	21 620	228 002	14 985	115 114	171 071	206 382	100 129						
	33 475	381	39 750	42	71 688	27	-33 094	-39 708	-71 661						
	30 215	101 751	42 678	75 965	54 821	88 085	71 558	33 287	33 264						

Source : FAO Trade Yearbook, 1978-1979.



Pommes de terre : Algérie, République-Unie du Cameroun, Egypte, Ethiopie, Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, Sénégal, République-Unie de Tanzanie et Tunisie.

Tomates : Maroc, Sénégal, Libéria, Côte d'Ivoire et Egypte.

Oranges, tangerines etc. : Algérie, Egypte, Maroc, Sénégal et Tunisie

Huile de coton : Kenya, Sénégal, Burundi, Egypte, Ethiopie, Nigéria, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Maurice et Haute-Volta.

Huiles et graisses d'origine animale : Kenya.

Bananes : Angola, République-Unie du Cameroun, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Ethiopie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal.

22. En plus des contraintes affectant l'offre mentionnées ci-dessus, il existe divers autres obstacles à l'expansion du commerce intra-africain qui tiennent peut-être aux politiques commerciales, aux méthodes de commercialisation et aux infrastructures. L'importance de chaque obstacle, en tant que frein au développement du commerce intra-africain, varie d'un pays à un autre.

23. Tous les pays africains ont recours à des barrières tarifaires et quasi-tarifaires pour contrôler le mouvement des marchandises entre les autres pays africains et eux-mêmes et entre eux-mêmes et le reste du monde. Les raisons données à l'imposition de barrières tarifaires et quasi-tarifaires sont nombreuses et diverses. Les arguments les plus courants semblent être la sécurité nationale, la protection des industries naissantes aux fins de la diversification de l'économie sur le plan national ou la promotion de l'autosuffisance. Que ces arguments soient fondés ou non, on ne peut nier que les barrières tarifaires et quasi-tarifaires soient parmi les nombreux obstacles qui entravent l'expansion du commerce intra-africain. En effet, les pays africains exercent ainsi une discrimination les uns vis-à-vis des autres, notamment pour protéger des industries textiles qui ne sont pas concurrencées par les pays d'outre-mer mais par les autres pays africains.

24. Parallèlement aux barrières tarifaires, chaque pays africain a recours à des contingentements et à des interdictions pour empêcher les marchandises de franchir librement ses frontières. Les licences d'importation et d'exportation et les autorisations d'acquisition de devises sont des formes de barrières non tarifaires. Un certain nombre de pays africains exigent des importateurs et des exportateurs qu'ils précisent la source de leurs importations ainsi que la destination de leurs exportations. D'autres exigent que les importateurs versent une caution et frappent de droits spéciaux l'acquisition de devises et de licences d'importation. Les divers pays justifient ces formes de contrôle du commerce de la même manière que les barrières tarifaires. Ce qu'il convient de souligner ici, c'est que ces barrières, tout en s'appliquant aux importations en provenance de l'étranger et d'autres pays africains, tendent à gêner bien davantage le commerce intra-africain que le commerce avec les pays développés dont les marchandises sont mieux connues et jouissent d'une meilleure réputation, dans la plupart des cas, et qui offrent de nombreuses mesures d'incitation au commerce, comme des facilités de crédit pour les importations africaines en provenance de l'étranger, alors qu'il n'existe pas d'arrangements analogues pour le commerce intra-africain.

25. Les problèmes de balance des paiements sont devenus un obstacle très sérieux à la promotion du commerce intra-africain. De nombreux pays, qui connaissent des difficultés très graves en ce domaine, recourent à toutes sortes de moyens pour restreindre les importations et se lancent dans des programmes de remplacement des importations par des productions nationales.

26. Le commerce intra-africain est entravé par le coût très élevé des transports entre pays africains, qui est imputable aux insuffisances de l'infrastructure (chemins de fer et routes). L'insuffisance des moyens de transports et d'entreposage aux niveaux national et sous-régional réduit le volume des échanges commerciaux intra-africains et du continent africain avec l'extérieur. Cette insuffisance, ainsi que celle des communications, constitue un autre obstacle à l'expansion du commerce intra-africain. Il est quelquefois plus facile et même plus rapide pour un pays de l'Afrique du Centre d'importer des produits d'Europe que d'un pays situé en Afrique de l'Est ou en Afrique de l'Ouest, tout simplement pour des questions de transports.

27. Même si ces obstacles étaient éliminés, le commerce intra-africain se heurterait encore à des problèmes de commercialisation. Tout d'abord, les informations concernant les produits disponibles en Afrique sont insuffisantes. Les producteurs/exportateurs et les consommateurs/importateurs ne possèdent pas suffisamment de renseignements, les uns sur les débouchés de leurs produits et les autres sur les produits disponibles. La majorité des pays africains ne connaissent pas du tout la situation du marché dans un pays africain donné. A cela s'ajoutent d'autres facteurs **étroitement liés**, le manque de connaissances techniques dans le domaine de la commercialisation et l'insuffisance des fonds destinés à cette commercialisation, la trop grande complexité des procédures et des formalités dans le domaine des exportations et des importations, l'insuffisance des mesures d'incitation aux exportations et l'absence de stratégies visant à orienter les commerçants africains vers les marchés africains. Ces problèmes montrent que la région africaine manque de structures adéquates pour la promotion du commerce.

28. Outre l'absence d'arrangements en matière de crédit visant à encourager le commerce intra-africain, l'insuffisance des arrangements de compensation et de paiements entre les divers pays africains, et la non-convertibilité des monnaies nationales constituent elles aussi un obstacle au développement du commerce intra-africain.

29. L'ensemble de contraintes affectant l'offre décrites plus haut, les obstacles à la commercialisation et ceux qui tiennent aux faiblesses de l'infrastructure constituent autant de problèmes à résoudre, si l'on veut développer le commerce intra-africain, et il faut s'y attaquer de manière systématique. L'élimination des obstacles ayant trait à l'information commerciale et les arrangements de promotion du commerce relèvent de la compétence des organisations de promotion commerciale, des centres de promotion des exportations, des chambres de commerce et de toutes les autres institutions s'occupant de commerce. Ce sont ces institutions africaines qui devraient fournir des renseignements sur les produits africains, aider les commerçants africains à s'orienter vers les marchés africains et les pays africains à élaborer des stratégies de commercialisation et à simplifier les procédures et les formalités dans le domaine des exportations et des importations, etc.

30. S'il existe des relations économiques étroites, dans le domaine du commerce en particulier, entre les divers pays africains et les pays situés hors d'Afrique, c'est en partie grâce au rôle important que les chambres de commerce, les organisations de promotion du commerce ou les centres de promotion des exportations ont joué dans la recherche des marchés et des sources d'approvisionnement et en partie, pour des raisons historiques.

31. Il est temps que les chambres de commerce, les offices de promotion du commerce ou des exportations jouent un rôle analogue dans la promotion du commerce intra-africain. Ils pourraient et devraient aussi aider à découvrir et à créer des possibilités commerciales, à découvrir et à présenter des partenaires commerciaux et à renforcer les liens entre le commerce et la production au sein de la région africaine.

#### VI. POTENTIALITES DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN

32. L'analyse de l'ensemble du commerce africain et du commerce intra-africain a révélé que ces échanges commerciaux africains se font pour 95 p. 100 avec des pays situés hors de la région africaine. Le commerce intra-africain représente moins de 5 p. 100 du commerce africain global et cette proportion a commencé à diminuer à partir de 1970. Néanmoins, les possibilités de développement de ce commerce sont manifestement très grandes.

33. Il est non moins évident qu'on ne pourra réaliser ces possibilités que si les gouvernements, les producteurs et les organisations commerciales en Afrique s'engagent à identifier des produits qui pourraient être échangés entre pays africains et s'ils font des efforts pour orienter effectivement leur production et leurs ventes vers les marchés africains. Les énormes écarts constatés entre demande/consommation et offre/production sur tous les marchés nationaux ou sous-régionaux de certains produits laissent supposer qu'il existe des excédents exportables ou des déficits de production dont d'autres pays ou d'autres sous-régions pourraient tirer parti. En étudiant la situation générale du commerce intra-africain, nous avons montré que le continent africain était importateur net de produits classés comme articles manufacturés, machines et matériel de transport, articles manufacturés divers, boissons et tabac, produits chimiques, huiles et graisses d'origine animale et végétale et de marchan-

dises non classées par nature et exportateur net de produits entrant dans les catégories des produits alimentaires et animaux vivants, des matières brues à l'exclusion des combustibles, des combustibles minéraux etc.

34. Nous avons également montré que le continent africain était importateur net de produits transformés à partir de matières premières existant dans de nombreux pays africains. L'expansion du commerce intra-africain doit donc reposer en partie sur la gestion et la transformation des matières premières en vue de leur écoulement dans la région. Pour que cette transformation ait lieu, il faut que les producteurs actuels et en puissance connaissent la situation du marché dans la région. Par conséquent, les institutions commerciales comme les chambres de commerce, les centres de promotion des exportations et autres intermédiaires commerciaux ont un rôle important à jouer dans les efforts visant à exploiter les potentialités du commerce intra-africain non seulement en identifiant les possibilités commerciales mais également en encourageant la production de biens qui serait commercialisés en Afrique.

35. Le tableau 4 ci-dessus indique les importations et exportations de certains produits qui entrent en gros dans la catégorie des produits alimentaires et des animaux vivants. L'excédent des importations sur les exportations pour la période 1976-1978 montre une tendance ascendante de la demande en ce qui concerne ces produits. Ce tableau indique également les déficits et excédents commerciaux globaux des pays africains pour certains produits. Les importations de viande en conserve dépassaient les exportations de 17 655 000 dollars en 1976, de 45 879 000 dollars en 1977 et de 58 652 000 dollars en 1978. Selon la FAO <sup>1/</sup>, les plus grands exportateurs de viande en conserve étaient le Kenya, le Zimbabwe, la République-Unie de Tanzanie, Madagascar, l'Éthiopie, le Swaziland et la Somalie. Ces exportations étaient essentiellement destinées aux marchés européens. Tandis que certains pays africains exportaient donc leur viande en conserve vers les marchés d'Europe mais aussi du Moyen-Orient, l'Afrique en importait d'autres régions, principalement d'Europe, d'Amérique latine et de Nouvelle-Zélande. On explique cette structure du commerce de la viande en conserve par les défauts des réseaux de transport, l'absence de relations commerciales de longue date et de facilités de crédit, et les goûts, la fidélité à une marque et les exigences de qualité des groupes de consommateurs africains traditionnels, en particulier de ceux qui habitent dans les zones urbaines.

36. Le tableau 4 montre également clairement que le continent africain est importateur net de saucisses et de préparations et de conserves de viandes. L'Angola, le Botswana, l'Éthiopie, le Soudan, Madagascar, le Tchad, le Kenya, le Swaziland et le Zimbabwe sont les plus grands exportateurs de viande fraîche, frigorifiée et congelée (bœuf, veau, mouton, porc et volaille). 35 p. 100 du total des exportations africaines de ces produits sont à destination des pays européens, 40 p. 100 à destination du Moyen-Orient et 25 p. 100 seulement à destination de pays africains, tandis que les plus grands importateurs de viande fraîche, frigorifiée et congelée (c'est-à-dire le Zaïre, la Jamahiriya arabe libyenne, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Zambie et Maurice) et les petits

---

<sup>1/</sup> FAO Trade Yearbook, Volume 22

importateurs (Gabon, Seychelles, Réunion, Nigéria etc.) s'approvisionnent essentiellement en Europe, en Amérique latine et en Nouvelle-Zélande.

37. Les potentialités dans le domaine du commerce intra-africain de la viande sont considérables, en partie parce que les pays africains élèvent un nombre relativement important de bovins, d'ovins et de caprins, de porcins et de volailles, en partie parce que la demande de viande fraîche et de produits carnés transformés est de plus en plus forte, du fait que le pouvoir d'achat augmente dans de nombreux pays africains, et en partie enfin parce que les pays africains se heurtent à des difficultés de commercialisation de plus en plus grandes sur les marchés traditionnels d'Europe et à une rude concurrence au Moyen-Orient.

38. Les organisations de promotion commerciale (nationales ou sous-régionales) peuvent exploiter ces potentialités en identifiant les marchés et les sources d'approvisionnement au sein de la région africaine. L'identification des marchés stimulerait et développerait la production et permettrait de développer le commerce de la viande à l'intérieur des sous-régions ou au niveau de la région ce qui serait possible vu les similitudes existant entre les préférences et les goûts des consommateurs, la facilité avec laquelle les produits peuvent être adaptés aux besoins locaux aux niveaux national et sous-régional et la possibilité de baisser les prix à la consommation en adaptant la qualité aux besoins effectifs du consommateur dans un pays ou une sous-région donnée, ce qui permettrait non seulement d'augmenter le pouvoir d'achat mais également d'élargir le marché.

39. L'analyse ci-dessus s'applique également, mutatis mutandis, aux potentialités du commerce intra-africain en ce qui concerne le beurre, le fromage et la caillebotte, le lait concentré, le lait en poudre et le lait frais ainsi que les oeufs en coquille. Les principales matières premières de ces produits sont fournies par le bétail et la volaille, dont la production varie d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre. Des pays comme l'Egypte, le Soudan, le Zimbabwe, le Nigéria, l'Ethiopie, le Botswana et la République-Unie de Tanzanie sont des producteurs de beurre et de ghee. Selon les estimations de la FAO <sup>1/</sup>, le Kenya a été le plus grand exportateur de beurre au cours de la période 1976-1978, suivi par le Botswana et le Sénégal. La consommation de beurre révèle une tendance ascendante, ainsi

qu'on peut en juger par les excédents de plus en plus importants des importations sur les exportations figurant au tableau 4. Ces déficits commerciaux en ce qui concerne le beurre nécessitent qu'on identifie les zones de consommation et qu'on oriente et qu'on mette au point des techniques de production axées sur ces marchés. Cette tâche pourrait être confiée aux organisations de promotion commerciale.

40. On pourra de même exploiter les potentialités du commerce intra-africain en ce qui concerne le lait concentré, le lait en poudre et le lait frais en identifiant les producteurs actuels et potentiels. La demande de lait est très élevée en Afrique : le tableau 4 indique en effet que les déficits commerciaux pour la région africaine, de 425 030 000 dollars en 1976, sont passés à 697 282 000 dollars en 1978. Le Kenya a été le seul exportateur net de lait au cours de la période 1976-1978. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont, il est vrai exporté de faibles quantités de lait, cependant, ce sont de grands importateurs nets alors que presque tous les autres pays sont seulement importateurs de lait, principalement d'Europe; l'Ethiopie importe du lait essentiellement du Kenya.

41. Les potentialités du commerce intra-africain en ce qui concerne les céréales et les produits apparentés comme le maïs et le riz sont limitées par des contraintes affectant la production. Les déficits commerciaux indiqués au tableau 4 signifient simplement que la production n'arrive pas et de loin à couvrir la consommation. Cela semble à première vue limiter les possibilités d'expansion du commerce de ces produits à l'échelon régional mais ces possibilités sont très grandes à l'échelon de la sous-région, où ce commerce compensera les fluctuations des récoltes entre pays voisins. Il y a déjà un certain volume d'échanges entre le Zimbabwe, la Zambie, le Malawi, le Botswana et le Mozambique pour le maïs et entre un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest pour le riz.

42. La région africaine est exportatrice nette de tomates fraîches, d'oranges, de tangerines, de bananes, de café vert et de café torréfié, de fèves de cacao, de tabac brut ou non fabriqué, d'huile d'arachide etc. comme le montrent les signes positifs figurant au tableau 4. Seuls 19 pays africains ont mentionné des ventes de tomates fraîches, le Maroc et l'Egypte étant en tête pour ces exportations. Le commerce du poisson ne figure pas au tableau 4. Ce commerce existe mais son développement est fortement entravé par le manque de moyens de conservation et de transport. L'essentiel du commerce du poisson en Afrique du Centre et en Afrique de l'Ouest porte sur le poisson séché, salé et fumé.



43. Les principaux producteurs de fruits et de légumes en boîte ou en bouteille exportent vers les marchés de la CEE. La Côte d'Ivoire et le Kenya bénéficient de la franchise douanière sur ces marchés, pour leurs exportations d'ananas notamment. Le Maroc exporte vers la France et la République fédérale d'Allemagne alors que la Tunisie exporte des légumes en boîte principalement vers l'Europe. Les restrictions qui s'intensifient sur les marchés européens améliorent les perspectives de développement du commerce intra-africain. Toutefois, si certains produits en boîte, comme la purée de tomates, sont de plus en plus répandus en Afrique de l'Ouest où la purée de tomate est utilisée dans la préparation des principaux plats, le pouvoir d'achat relativement faible de la plupart des pays africains constitue un sérieux obstacle à l'expansion du commerce intra-africain en ce qui concerne les fruits et les légumes en bouteille ou en boîte.

44. Les importations africaines d'huile de coton sont environ 20 fois plus importantes que les exportations. Le commerce intra-africain de l'huile de coton est dominé par le Soudan sur le plan des exportations et par l'Egypte sur le plan des importations. Dans la mesure où la demande en Afrique d'huile de coton est en grande partie assurée par les importations en provenance de pays extérieurs, il y a de grandes possibilités de production et de diversification, particulièrement en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda, au Mozambique et en Angola.

45. Les principaux exportateurs africains de tissus de coton sont l'Egypte et la Côte d'Ivoire tandis que les importateurs sont le Soudan et le Nigéria. La République-Unie du Cameroun, le Libéria, la Sierra Leone et la Tunisie sont de petits exportateurs de tissus de coton. Ils exportent principalement vers le Maroc, le Niger, le Togo, le Congo, le Tchad et le Gabon. Plus de 30 pays africains achetaient en 1975 des tissus de coton aux exportateurs traditionnels comme l'Inde, le Pakistan, la Chine et Hong Kong. L'avenir du commerce intra-africain en ce qui concerne les tissus de coton dépend de l'adoption de politiques des prix appropriées et de coupes et de motifs spéciaux destinés à répondre aux besoins et aux types de demande des différents pays et sous-régions de l'Afrique.

46. Dans notre étude des potentialités du commerce intra-africain nous nous sommes en gros limités à certains produits alimentaires ou agricoles, parce que nous disposions des données de la FAO sur le commerce de ces produits. Notre analyse de la

structure du commerce africain nous a révélé que le continent africain était un très gros importateur net de produits classés comme articles manufacturés de base, produits chimiques, articles manufacturés divers, machines et matériel de transport qui tous entrent dans la catégorie des produits industriels. Le fait même que d'énormes déficits commerciaux affectent cette catégorie de produits indique qu'il y a de grandes possibilités de développer le commerce intra-africain de ces produits.

47. Par exemple, il y a de grandes possibilités pour le commerce intra-africain des produits industriels indiqués ci-après :

- produits pétrochimiques lourds
- produits chimiques et produits pharmaceutiques
- divers engrais (phosphates, superphosphates, ammoniac etc.)
- produits des industries du bois et du caoutchouc
- produits des industries de la bauxite et de l'aluminium
- industries du cuivre et des produits en cuivre pour la construction, les pièces de rechange, les télécommunications etc.)
- produits des industries du gaz et du plastique (comme les engrais à base d'ammoniac, les sacs, les tuyaux, les piles et divers matériaux d'emballage, etc.)
- produits de l'industrie sidérurgique
- produits des industries de la pâte de bois et du papier
- cuir et produits en cuir
- machines agricoles (charrues, herse, accessoires de labour, batteuses etc.)
- produits en zinc et en étain
- quincaillerie

48. En résumé, à court et à moyen terme, les perspectives du commerce intra-africain sont favorables en ce qui concerne certains produits comme la viande et les produits carnés, l'huile végétale, les produits dérivés du poisson (en particulier les conserves et le poisson séché), les chaussures bon marché fabriquées localement (babouches), les tissus de coton bon marché, le lait en poudre, le jus de mangue, les tranches de mangue, la purée de tomates, les cuirs et peaux, le fromage, l'ananas et le jus d'ananas en boîte. Ces perspectives sont favorables parce que les goûts des consommateurs dans les pays et les sous-régions présentent des similitudes; qu'il sera facile d'adapter les produits aux besoins locaux; qu'il n'y a pas de réglementations sanitaires rigides; qu'on peut obtenir sans difficulté des informations sur le commerce en raison des accords commerciaux bilatéraux et des projets sous-régionaux d'intégration déjà réalisés ou prévus dans toute la région africaine et qu'on est de plus en plus conscient de la nécessité de promouvoir le commerce intra-africain à la suite des directives données par les Chefs d'Etat et de gouvernement dans le Plan d'action de Lagos.

49. A moyen et long terme il y a de grandes possibilités pour le commerce intra-africain des produits industriels à condition que les organisations de promotion commerciale axent leurs efforts sur les marchés africains. Les importations de produits industriels en provenance d'autres régions pourraient être remplacées par des produits de la région, si l'on assurait la coordination nécessaire entre les plans de développement des divers pays africains et si l'on tenait davantage compte des marchés africains dans ces plans.

50. Pour pouvoir exploiter complètement les possibilités qu'offre le commerce intra-africain, il faudra effectuer des études de faisabilité. D'abord, il faudra établir des profils de production par pays. A partir de ces profils, les organisations commerciales connaîtront les sources d'offre et la demande excédentaire existant dans la région africaine. Deuxièmement il faudra mettre au point des profils commerciaux par pays (exportations et importations) qui permettront d'établir deux listes de produits montrant les excédents d'exportation par pays et les déficits d'importation par pays. Troisièmement, une liste des produits africains exportables établie par pays faciliterait, en ce qui concerne le commerce intra-africain, des études approfondies sur les questions ayant trait à la commercialisation.

